

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 Evry-courcouronnes Cedex

Evry-courcouronnes, le 18/01/2024

Code AIOT : 0006503725

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**IVANHOE LOGISTIQUE BONDOUFLE (exCER GALLIA PLESSIS (ex LPFE)**

28/32 avenue Victor Hugo  
75016 Paris

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/12/2023 dans l'établissement IVANHOE LOGISTIQUE BONDOUFLE (exCER GALLIA PLESSIS (ex LPFE) implanté 5/11 rue Pierre Josse Zac des Bordes 91070 Bondoufle. L'inspection a été annoncée le 12/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IVANHOE LOGISTIQUE BONDOUFLE (exCER GALLIA PLESSIS (ex LPFE)
- 5/11 rue Pierre Josse Zac des Bordes 91070 Bondoufle
- Code AIOT : 0006503725
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site objet du présent rapport concerne un entrepôt composé de trois bâtiments A, B et C appartenant à la société IVANHOE LOGISTIQUE BONDOUFLE. Les bâtiments B et C sont occupés par la société STACI qui stocke et distribue des produits marchands et non marchands (équipement téléphonique, prises, panneaux sonores).

Le bâtiment A est occupé par la société L4 LOGISTICS qui loue une des deux cellules du bâtiment à une entreprise spécialisée dans la distribution des équipements de boiserie en aluminium, bois et PVC.



### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative de l'établissement par rapport à l'arrêté préfectoral ;
- Suites des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/03/2018 ;
- Examen des suites données à la visite d'inspection du 21/12/2017 ;
- Points divers.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :



**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 02/06/2016, article 1.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 4.2.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 02/06/2016, article 1.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 4.1.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 04/06/2016, article 4.2.5	Lettre de suite préfectorale	3 mois
14	Intervention des services de secours	Arrêté Préfectoral du 07/06/2016, article 7.2.3.4	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 02/06/2016, article 1.2.1	Sans objet
2	Suivi de l'APMED (Ruine en chaîne)	AP de Mise en Demeure du 08/03/2018, article 1er	Sans objet
3	Suivi de l'APMED (Chauffage)	AP de Mise en Demeure du 08/03/2018, article 1er	Sans objet
4	Suivi de l'APMED (Désenfumage)	AP de Mise en Demeure du 08/03/2018, article 1er	Sans objet
6	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 02/06/2016, article 1.2.1	Sans objet
8	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 04/06/2016, article 4.1.2	Sans objet
9	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 05/06/2016, article 4.2.5	Sans objet
11	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 02/06/2016, article 1.2.1	Sans objet
15	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/06/2016, article 7.5.4	Sans objet
16	Stockages	Arrêté Préfectoral du 09/06/2016, article 7354	Sans objet



## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a consisté au suivi des suites de la visite d'inspections de 2017 et au respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 8/03/2018. Les constats faits par l'inspection montrent que l'exploitant a mis en place des actions qui confirment le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2018-PREF/DCPPAT/BUPPE/027 du 8 mars 2018

Toutefois, il subsiste encore des écarts pour lesquels l'inspection est en attente des justificatifs.

L'inspection note des non-conformités en lien avec le fonctionnement et l'usage du local de charge (absence d'asservissement de la charge à l'extraction, présence de stockage de produits divers) et propose à Monsieur le Préfet de l'Essonne de prendre un arrêté de mise en demeure à l'encontre de l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/06/2016, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques des activités du site
<b>Prescription contrôlée :</b> 1510-1 (A) Entrepôt de 36600 tonnes et 428900 m <sup>3</sup> 1530-1 (A) stockage de palettes de 105427 m <sup>3</sup> 1532-1 (A) stockage de palettes de 105427 m <sup>3</sup> 2662-1 (A) stockage de polymères : 81999 m <sup>3</sup> 2663-1 (A) stockage de polymères : 81999 m <sup>3</sup> 2663-2 (A) stockage de polymères : 81999 m <sup>3</sup> 2925 (D) local de charge de batteries ???? 4320-2 (D) stockage d'aérosol : 49 tonnes 4330-2 (DC) stockage LII : <3 tonnes 4331-2 (DC) stockage LI de cat 2 ou 3: 99 tonnes 4755-2b (DC) stockage d'alcool de bouche : 300 m <sup>3</sup> 1511 (NC) entrepôt frigorifique : 2160 m <sup>3</sup> 2910 (DC) installations de combustion utilisant du gaz naturel, la puissance thermique. : 2 MW 4321-2 (NC) Aérosol extrêmement inflammable de catégorie 1 et 2 : 49 tonnes 4734-2 NC Cuve de fioul pour les GMP : 500 kg 4802-2 Emploi de gaz a effet de serre ( R104a ou au R404a) La charge prévue sera inférieure à 300 kg.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite l'inspection a fait le point des rubriques avec l'exploitant en présence du locataire STACI. La modification de la rubrique 1510 qui regroupe désormais les activités ou substances relevant des 1530, 1532, 2662, 2663 et 1510, dès qu'elles sont dans un même bâtiment ou IPD. Les activités ou substances relevant des rubriques 4330, 4331, 4755, 1511, 4321, 4734 et 4802-2 ne sont pas présentes sur le site. Les activités du site sont donc regroupées dans les rubriques ICPE suivantes : 1510, 2925, 4320, 2910.  L'inspection des installations acte la modification de classement des activités de la rubrique 1510 (enregistrement) avec le bénéfice de l'antériorité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 2 : Suivi de l'APMED (Ruine en chaîne)**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 08/03/2018, article 1er

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositions constructives du bâtiment

**Prescription contrôlée :**

7.2.2.1 : Dispositions applicables à l'ensemble des cellules

À l'exception des bâtiments dont la structure est entièrement REI 120, l'exploitant réalise une étude technique démontrant que les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres ou mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. Cette étude est tenue à disposition de l'inspection des installations classées et des services publics d'incendie et de secours.

**Constats :**

Le rapport du bureau d'études J2M Conseil, précise que certaines façades du bâtiment seront l'objet d'un effondrement et peuvent entraîner la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, leurs dispositifs de compartimentage ou l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. Le bureau d'étude a émis des propositions suivantes que l'exploitant a mises en place :

La charpente métallique présente un degré de stabilité au feu R15, ce degré doit être porté à R120 sur les éléments présentant une faiblesse pour les cellules avoisinantes ou les façades. Les parties suivantes doivent être floquées :

- les 6 portiques communs aux cellules C1 et C2 (seulement poteaux et traverses du portique principal à deux versants de portée 50.00 m de la cellule C2),
- les pannes Sigma maintenant les façades des cellules C1 et C2 à la charpente principale.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que les éléments présentant des faiblesses sur la structure ont été renforcés par un flocage permettant d'atteindre un degré coupe-feu 2h.



**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 3 : Suivi de l'APMED (Chauffage)**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/03/2018, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Chauffage de l'entrepôt
<b>Prescription contrôlée :</b> 7.2.2.2 : Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz ne sont pas autorisés dans les cellules de stockage. Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériau M0. En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges M0. Des clapets coupe-feu sont installés si les canalisations traversent un mur entre deux cellules. Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés ou isolés des cellules de stockage.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté devis de remplacement du système de chauffage électrique par un aérotherme à eau chaude établi par la société SOMUSTH. Ce devis a été signé le 28/06/2018 par le gestionnaire de biens. Lors de la visite l'inspection a constaté la présence d'un chauffage par un aérotherme à eau chaude.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 4 : Suivi de l'APMED (Désenfumage)**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 08/03/2018, article 1er

**Thème(s) :** Risques accidentels, Désenfumages/amenés d'air

**Prescription contrôlée :**

7.2.4.2 Une cellule borgne, située à la jonction entre les bâtiments B et C, ne dispose pas d'ouvrants en façade ni de bouches raccordées à des conduits ni de portes donnant sur l'extérieur.

NCN 4.2 : Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, y compris les cellules borgnes, doivent être réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur, conformément à l'article 7.2.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 2016.PREF.DRCL/BEPFI/SSPILL 391 du 02 juin 2016.

**Constats :**

L'exploitant a présenté les modifications proposées par la société Idea France Désenfumage System's afin de permettre la création d'amenées d'air dans les cellules B3 et B4.

Lors de la visite l'inspection a constaté la présence d'un système mécanique d'extraction d'air et d'un conduit d'amenée d'air avec un flocage permettant de garantir le caractère REI 120 au conduit.



**Type de suites proposées :** Sans suite



## N° 5 : Conditions de stockage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/06/2016, article 1.2.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stockage des matières combustibles

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant stocke des matières combustibles dans une cellule non prévue pour accueillir ce type de produits et dans le local de charge du bâtiment C.

NC 1.1 : L'exploitant doit stocker dans les zones identifiées à l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral, conformément à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2016.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL 391 du 02 juin 2016.

**Constats :**

L'exploitant déclare que le local de charge du bâtiment C est toujours en exploitation et ne contient pas de stockage autre que quelques produits en lien avec le chargement des batteries.

L'inspection a procédé à la visite de ce local et a constaté que ce local est divisé en deux parties : une zone de charge et une zone où l'on constate un stockage de produits divers dans certains sont inflammables.

La non-conformité NC1.1 est maintenue.

L'exploitant a divisé le local de charge et stocke dans la partie attenante au local de charge divers matériels (racks démontés, palettes, caisses en bois, ...). Ce type stockage a déjà été constaté depuis la visite de 2017. L'inspection constate la persistance de la non-conformité sur le site et propose donc à Monsieur le Préfet de l'Essonne de prendre un arrêté de mise en demeure à l'encontre de l'exploitant d'évacuer tout stockage de produits ou substance non nécessaire au fonctionnement du local de charge.





<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Conditions de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/06/2016, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de palettes
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant stocke des palettes sous l'auvent du bâtiment C.  NC 1.2 : Le stockage de palettes doit être à une distance minimum de 10 mètres par rapport aux parois des bâtiments ou de leur structure et à une distance des limites de propriété égale à la hauteur du stockage, conformément à l'article 5.1.4 de l'arrêté préfectoral n° 2016.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL 391 du 02 juin 2016
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique avoir retiré toutes les palettes sous l'auvent du bâtiment C. Lors de la visite du site l'inspection n'a pas constaté la présence de palettes sous l'auvent du bâtiment C
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Prévention de la pollution de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan et schéma des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'inspection constate que le plan de récolement des réseaux est incomplet et non légendé.  NC 2.1 : L'exploitant doit établir un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour et le tenir à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours, conformément à l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 2016.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL 391 du 02 juin 2016.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un plan des réseaux à l'échelle 1/500 établi le 05/02/2018 et informe que depuis cette date, il n'y a pas eu de modification des réseaux. A la lecture du plan, l'inspection constate que la légende associée au plan est incomplète. En effet, il apparaît sur le plan un réseau en vert fluo sans indication particulière. L'exploitant doit compléter le plan et préciser la nature des réseaux présents.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**N° 8 : Prévention de la pollution de l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2016, article 4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositif de disconnection
<b>Prescription contrôlée :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les disconnecteurs sont réparés.  NC 2.2 : Les disconnecteurs installés afin d'éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique doivent être en bon état de fonctionnement, conformément à l'article 4.1.2 de l'arrêté préfectoral n° 2016.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL 391 du 02 juin 2016.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le justificatif de la remise en état de marche des disconnecteurs réalisée par la société SOMUSTH, le 16/04/2018. Ce document atteste du bon fonctionnement des disconnecteurs.  Par ailleurs l'exploitant informe de la réalisation du contrôle des disconnecteurs des bâtiments A et B par la société CSTP, respectivement les 04/10/2023 et 29/06/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Prévention de la pollution de l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/06/2016, article 4.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Isolement du site
<b>Prescription contrôlée :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que les vannes d'isolement ne sont pas actuellement manœuvrables automatiquement localement et à distance via l'asservissement à la détection incendie.  NC 2.3 : Les cinq obturateurs doivent être en état de marche et asservis à la détection incendie, conformément à l'article 4.2.5 de l'arrêté préfectoral n° 2016.PREF. DRCL/BEPAFI/SSPILL 391 du 02 juin 2016.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le justificatif attestant de l'intervention de la société AAI, le 04/04/2018, pour la remise en état des 5 vannes d'isolement afin de permettre leur fonctionnement de façon automatique localement ou à distance. Par ailleurs, l'exploitant informe que les contrôles des vannes d'isolement du site sont réalisés sous une fréquence annuelle par la société MADIS. Le dernier contrôle a été réalisé le 7/12/2023 sur les 5 vannes et n'indique aucune observation.  L'exploitant a procédé à une mise en fonctionnement local de la vanne d'isolement, en présence de l'inspection. Le fonctionnement de la vanne est satisfaisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 10 : Protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> Suite aux travaux de remise en conformité de l'installation de protection contre la foudre, l'exploitant n'a pas encore fait réaliser une vérification complète de l'installation par un organisme compétent, distinct de l'installateur.  NC 4.1 : L'installation des protections doit faire l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation, conformément à l'article 21 de l'arrêté du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté les éléments suivants : Le carnet de bord foudre, le rapport de vérification visuelle réalisée le 17/10/2023, par Etablissement BERNARD et le rapport de vérification complète réalisée le 30 novembre 2022 par Etablissement BERNARD. Le devis de la mise en conformité a été signé par l'exploitant le 25/10/2023. Les rapports de vérifications visuelles et complètes des installations de protection contre la foudre ainsi que le carnet de bord présentent des non-conformités qui devraient être levées lorsque les travaux commandés par l'exploitant seront réalisés. L'exploitant informe que Etablissement BERNARD va intervenir sur le site du 12 au 15 février 2024.  L'exploitant doit transmettre les justificatifs de la levée des non-conformités présentes dans les rapports de vérifications dès réception de l'attestation de réalisation des travaux de mise en conformité de la protection extérieure du site contre la foudre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 11 : Conditions de stockage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/06/2016, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des matières combustibles
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant stocke des matières combustibles dans les allées du bâtiment B.  Rq 1.1 : L'exploitant doit s'assurer que les allées entre les racks sont dégagées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant déclare que le stockage de matières combustibles observé lors de la visite de 2017 n'est plus présent dans les allées du bâtiment B. Lors de la visite l'exploitant a présenté un état de stocks informatisé qui reprend, les substances stockées, les clients, les cellules et la zone de stockage ainsi que les rubriques ICPE des différents produits stockés.  Lors de la visite du site, l'inspection n'a pas constaté la présence de stockage dans les allées du bâtiment B



Par contre, l'inspection a constaté la présence d'un stockage à l'extérieur des bâtiments à proximité du bâtiment A occupé par la société L4 LOGISTICS. Ce stockage de palettes et d'équipements de boiserie, fenêtre en bois, alu ou PVC (produits combustibles) empiète sur la zone de parking et n'est pas muni de dispositif de lutte contre l'incendie. Ce stockage constitue une modification des conditions d'exploitation du site, qui doit être portée à la connaissance du Préfet, conformément à l'1.5.1 du Chapitre 1.5 de l'arrêté préfectoral du 2/06/2016.

L'exploitant doit porter à la connaissance de Monsieur le Préfet de l'Essonne toute modification des conditions d'exploitation du site, en l'occurrence le stockage présent devant le bâtiment A.

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription**

**Proposition de délais : 3 mois**

#### N° 12 : Consommation d'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 4.1.1

**Thème(s) :** Autre, Mesures périodiques des consommations d'eau

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant n'a pas encore mis en œuvre des mesures périodiques de consommation d'eau.

Rq 2.1 : L'exploitant doit effectuer des mesures de consommation d'eau régulièrement, les enregistrer et les tenir à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant déclare avoir mandaté la société SOMUSTH à réaliser les mesures de consommation d'eau.

Le jour de la visite l'exploitant n'a pas justifié de la consommation d'eau sur son site.

L'exploitant a transmis par courriel du 19 janvier 2024 la consommation d'eau sur son site ; celle-ci est d'environ 48 l par jour en moyenne soit une consommation de 9 m<sup>3</sup> par semestre. Le relevé semestriel donne des valeurs comprises entre 7,8 et 9 m<sup>3</sup> depuis 2021.

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale**

**Proposition de délais : 3 mois**

#### N° 13 : Isolement avec les milieux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/06/2016, article 4.2.5

**Thème(s) :** Autre, Signalement et consignes de fonctionnement Vannes

**Prescription contrôlée :**

Les vannes ne sont pas signalées sur le terrain.

Rq 2.2 : Le positionnement des obturateurs doit être signalé. Leur entretien et leur mise en fonctionnement doivent être définis par consigne L'exploitant indique avoir reçu un mail du gestionnaire de réseau lui indiquant qu'aucune convention ou autorisation de rejet est nécessaire.

Rq 2.3 : L'exploitant doit justifier que le gestionnaire de réseau d'assainissement ne veut pas élaborer de convention avec l'exploitant pour fixer notamment le débit maximal de rejet.

**Constats :**



L'exploitant a transmis des photos montrant l'indication de l'ensemble des 5 vannes d'isolement. Dans le POI transmis par l'exploitant, il y a un plan du site avec l'indication des vannes numérotées. L'exploitant déclare que le fonctionnement des vannes peut se faire automatiquement au déclenchement du sprinklage ou de façon locale. Une procédure est disponible au niveau du poste de garde. L'inspection préconise la mise en place d'une consigne de fonctionnement affichée au niveau de chaque vanne d'isolement.

Concernant l'absence de la convention de rejet dans le réseau d'assainissement public, l'exploitant doit transmettre de la non-nécessité de mettre en place la convention de rejet entre le gestionnaire du réseau et l'exploitant du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 14 : Intervention des services de secours

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/06/2016, article 7.2.3.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accès voie pompier

**Prescription contrôlée :**

La voie engins n'est pas matérialisée au sol par la mention " accès pompiers "

Rq 4.2 : la voie circulaire autour de l'entrepôt doit comporter une matérialisation au sol faisant apparaître la mention « accès pompiers ». Deux des trois accès sont actuellement bloqués par des plots en béton afin d'empêcher l'entrée inopinée des gens du voyage.

Rq 4.1 : L'exploitant doit retirer les obstacles présents au niveau des accès quand la totalité de l'entrepôt sera exploité.

**Constats :**

La matérialisation de l'accès pompier et de la voie de circulation dédiés aux services d'incendie et secours est réalisée. L'accès du site se fait au niveau du poste de garde. Par contre les trois autres accès de site sont maintenus bloqués par des plots en béton. L'exploitant déclare craindre l'entrée inopinée des gens du voyage sur le site.

L'exploitant envisage de porter à la connaissance de Monsieur le Préfet de l'Essonne une modification des conditions d'exploitation du site en limitant le nombre d'accès.

L'inspection est en attente de la transmission du porter à connaissance.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois



**N° 15 : Consignes d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/06/2016, article 7.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes en cas d'intervention des secours
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant n'a pas de consignes précises au poste de garde pour l'accueil des secours et les modalités de leur accès à tous les lieux.  Rq 4.3 : L'exploitant doit disposer au poste de garde des consignes précises pour l'accueil des secours et les modalités de leur accès à tous les lieux.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté les consignes mises en place pour l'accueil des services de secours ainsi que les modalités de leurs accès sur tout le site. L'inspection a vérifié la présence de ces consignes et leur prise en compte par la société assurant le gardiennage du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Stockages**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/06/2016, article 7354
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mode de stockage (Cellule B)
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant stocke huit bouteilles de gaz dont deux pleines servant pour certains chariots élévateurs dans l'atelier de charge du bâtiment B.  Rq 5.1 : L'atelier de charge du bâtiment B ne doit pas accueillir de bouteilles de gaz.
<b>Constats :</b>  L'exploitant déclare que les huit bouteilles anciennement stockées servaient au fonctionnement des chariots élévateurs et que depuis plusieurs années il n'y a plus de chariots élévateurs fonctionnant au gaz sur le site, donc aucune bouteille de gaz n'est désormais présente sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite